

*Expansion des exportations—Loi*

**M. Blais:** Pour vendre des avions fabriqués à Toronto.

**M. Stevens:** Tout cela à l'avantage de cette seule entreprise appartenant à l'État.

**M. Blais:** Pour vendre des avions fabriqués à Toronto.

**M. Stevens:** J'ajoute qu'en 1982 la firme de Havilland a été en mesure d'obtenir 119 millions, en fait près de 120 millions de dollars, pour une transaction mettant en cause la République arabe d'Égypte. Plus on s'entretient avec des Canadiens actifs dans les milieux de l'import-export, plus le message devient clair: le gouvernement fédéral utilise le financement disponible pour favoriser soit ses sociétés de la Couronne, soit leurs associés privilégiés. Voilà ce qui est en jeu dans cette affaire d'examen parlementaire et d'autorité du Parlement. Le ministre de la Défense nationale (M. Blais) ne cesse de me harceler cet après-midi.

● (1530)

**M. Blais:** Je me contente de vous énoncer les faits.

**M. Stevens:** Il se contente de parler de construire des avions pour les vendre à l'étranger, dans l'espoir d'employer des gens dans la région de Toronto.

**M. Blais:** Ce n'est pas seulement un espoir, des emplois seront effectivement créés.

**M. Stevens:** Si c'est aussi simple que cela, pourquoi le ministre de la Défense nationale, à titre de membre du gouvernement, persiste-t-il à refuser de divulguer à la Chambre les détails entourant ces opérations de financement, détails que les Canadiens exigent? Il est certain que dans d'autres pays, au Royaume-Uni et aux États-Unis par exemple, il est entendu que toute opération financière publique de ce genre est du domaine public. Les citoyens de ces pays peuvent tout savoir sur le financement, y compris le taux d'intérêt, l'échéance et les clients en cause. Ici, il est impossible de le savoir. C'est un secret. C'est certainement secret parce que le gouvernement estime...

**M. Blais:** On ne peut obtenir des renseignements commerciaux de ce genre nulle part au monde. Je vous défie de me citer un seul pays où cela est possible.

**M. Stevens:** Le ministre s'en mêle encore. S'il veut bien demander à ses collaborateurs de vérifier ce point, il aura la réponse à sa question dans les 24 heures. C'est certainement le cas de la Export-Import Bank des États-Unis. Si ses collaborateurs ne peuvent obtenir ces renseignements, je m'en chargerai. Je tiens à assurer au ministre que je suis à sa disposition pour toute aide que je pourrais lui apporter en vue d'améliorer la défense du Canada, car je crois que le besoin s'en fait sentir depuis longtemps.

**M. Cullen:** Le besoin de quoi, de votre aide?

**M. Blais:** L'avion fabriqué par de Havilland...

**M. Stevens:** Le ministre fait allusion à l'avion fabriqué par de Havilland. S'agit-il du Twin Otter? Apparemment, cet appareil nous servira d'avion de combat.

**M. Blais:** N'avez-vous jamais entendu parler de l'appareil Buffalo?

**M. Stevens:** Il est évident que nous avons touché une corde sensible, puisque le ministre de la Défense nationale ne cesse

de m'interrompre. Il sait bien que cette question est précisément de celles sur lesquelles le gouvernement préférerait tirer le rideau.

**M. Blais:** C'est tout ce que vous savez de la firme de Havilland? Vous devriez visiter cette avionnerie de Toronto.

**M. Stevens:** J'insiste sur le fait que je donne simplement un exemple des bénéficiaires des prêts accordés par la Société pour l'expansion des exportations.

Je pourrais citer le cas d'autres sociétés qui sont en rapport étroit avec le gouvernement. Voici un prêt de 3.8 millions de dollars à la Malaisie, en faveur de de Havilland. Lorsqu'il a été question d'un financement total de 200 millions de dollars en faveur de la société de Havilland, était-ce la façon la plus sage pour le gouvernement du Canada, de promouvoir les exportations en 1982, au lieu de s'assurer que des centaines d'exploitants de petites entreprises recevaient une part des avantages? C'est aussi simple que cela. Jusqu'ici, pas un seul ministériel ni député de l'arrière-ban du parti au pouvoir n'a essayé de justifier certains financements dont je parle, ni au comité ni à la Chambre.

J'ai cité divers pays, mais que dire des États-Unis? Si nous souhaitons vendre aux États-Unis les avions fabriqués par de Havilland, fallait-il leur accorder un financement de faveur par l'entremise de la SEE? Je constate en 1982, qu'il y a eu quatre financements, tous en faveur de de Havilland: le premier de \$6,144,000, un autre de \$11,858,000, un troisième de \$6,267,000 et enfin, un de \$6,513,000, tous accordés à des clients américains pour leur permettre d'acheter les avions de Havilland. Peut-on vraiment parler de concurrence?

Il y a toujours le risque dans ce domaine, lorsqu'une société comme de Havilland a du mal à vendre ses produits, de la voir commencer, par l'entremise du gouvernement du Canada, à vendre un programme de financement si avantageux que l'acheteur ne peut pas refuser. Cette situation, en retour, tend à affaiblir l'infrastructure du pays. Le même gouvernement qui prétend vouloir favoriser le libre-échange, surtout avec les États-Unis, semble oublier que dans la mesure où nous affaiblissons notre force industrielle nationale et notre compétitivité en même temps que nous favorisons le libre-échange, nous risquons de voir, par notre propre faute, le producteur américain envahir notre marché, ce qui ne pourra qu'affaiblir davantage l'industrie de fabrication canadienne.

A l'heure actuelle, la plupart des prétendus groupes d'experts, tant au Canada qu'aux États-Unis, examinent de façon approfondie la question dont je parle. Si un débat doit s'ensuivre à la Chambre, au cours de cette session ou de la prochaine, j'espère qu'il portera en partie sur la question critique de savoir quel sera le rôle du Canada, sur le plan du commerce international, pendant la fin des années 80 et au cours des années 90. Il est temps de reconnaître que les grandes théories de notre empereur, qui ont peut-être été à la mode au cours des années 60, sont complètement dépassées à l'heure actuelle. Si nous continuons à suivre sa politique peu réaliste et peu pratique, combinée à l'affrontement qu'il semble tant priser, notre pays sera beaucoup moins riche que nous étions en droit de l'espérer. La baisse du revenu réel, qui a commencé à s'accélérer, comme le signale Statistique Canada depuis deux ans, marque le début d'une tendance permanente si nous ne commençons pas à nous tourner vers le reste du monde et à